



Photo de famille

(GUCE) a toujours depuis belle lurette assisté le Minader à travers l'investissement des centaines d'heures de travail de ses ressources humaines pour développer, paramétrer les versions des procédures; l'organisation des concertations avec les parties concernées; l'organisation des formations pour la prise en main par les usagers et les responsables du Minader.

Après la dématérialisation réussie du certificat phytosanitaire à l'exportation, fait savoir le ministre, de nombreux pays signataires de la convention internationale pour la protection des végétaux sont intéressés de basculer avec l'Etat du Cameroun sur le mode électronique pour les végétaux et produits végétaux à l'importation sur le territoire camerounais. D'où l'impérieuse nécessité de rattacher à cette procédure de réception des certificats phytosanitaires à l'importation, la procédure de délivrance des permis d'importation des semences végétales, d'une part, et des végétaux et produits végétaux, d'autre part. D'autres documents, à l'instar des certificats phytosanitaires de réexportation, le certificat phytosanitaire en transit, pour sécuriser les transac-

tions des partenaires de la CEMAC qui transitent par nos ports doivent également entrer dans ce registre. Tout comme les procédures de délivrance des déclarations d'importation des pesticides, des engrais et des appareils de traitement phytosanitaires, ainsi que les procès-verbaux d'inspection à l'importation correspondants qui deviennent une urgence pour lutter contre le contournement des opérateurs et les conséquences évidentes sur la qualité des intrants distribués sur le marché national.

Un accord de partenariat fort bénéfique

Comme le relève si bien le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, le chantier de la dématérialisation des procédures du commerce extérieur du Minader reste immense, avec à la clé, de nombreuses urgences dictées par les partenaires commerciaux de notre pays ou la nécessité de protection du tissu économique local contre les intrants et produits agricoles contrefaits, frauduleux ou de mauvaise qualité.

A nos jours, le ministre Gabriel Mbairrobe relève pour s'en réjouir le fait que le GUCE et le départe-

ment ministériel dont il a la charge soient parvenus à un accord sur tous les points, y compris les modalités de prélèvement et de reversement des différentes contributions. A travers cette convention, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural pourra bénéficier de l'expertise du GUCE en la matière, qui en quelques années a aidé l'Etat du Cameroun à sécuriser plus de 8 000 milliards de droits de douane grâce à sa plateforme électronique. Et le ministre Gabriel Mbairrobe de signifier au directeur général du GUCE que son département ministériel fonde beaucoup d'espoir sur son institution pour parachever ses autres procédures du commerce extérieur et sécuriser les documents y afférents afin de combattre le contournement de la législation par les importateurs. Bien plus, renchérit-il, cette collaboration aidera le Minader à lutter contre la fraude et la falsification documentaire, à collecter efficacement les recettes de service et les sécuriser en vue d'une meilleure contribution de son système d'inspection et de certification des intrants et produits agricoles au développement du Cameroun.

Djaoudjaourou

Centres d'Innovations Vertes pour le Secteur Agroalimentaire

Le Projet dédié dresse le bilan de ses activités

■ *Le comité de pilotage du Projet y relatif a tenu le 23 février 2024 à Yaoundé son ultime session au cours de laquelle il a été question de présenter le bilan des activités dudit Projet ainsi que les mesures relatives à la consolidation de ses acquis.*

appelant le contexte qui a donné lieu à la mise sur pied du Projet-Centres d'Innovations Vertes pour le Secteur Agroalimentaire (ProCISA), le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe, a fait savoir qu'il est né du constat selon lequel la faim frappe un nombre croissant de personnes. Les principaux facteurs étant le changement climatique, les conflits et la pandémie de la Covid-19. Ces personnes touchées sont majoritairement des petits agriculteurs qui vivent en situation de pauvreté en Afrique et en Asie du Sud. Leurs maigres récoltes ne suffisant pas à nourrir leurs familles ou à leur garantir un régime alimentaire équilibré. Une grande partie des denrées alimentaires produites se gâte avant d'atteindre les consommateurs et consommatrices à cause des problèmes de stockage, de transformation et de commercialisation. C'est dans ce cadre que le ProCISA a été mis sur pied, dans le but d'y remédier par le biais des innovations dans le secteur agricole et agroalimentaire ; en contribuant à accroître les revenus des petites exploitations agricoles, à créer des emplois et à améliorer l'approvisionnement en produits alimentaires locaux dans les régions rurales sélectionnées par le Projet. Il importe de relever que le secteur rural au Cameroun reste encore en grande partie dominé par une agriculture familiale. Les petits producteurs étant à la recherche constante



Photo de famille

des intrants agricoles, des services financiers et techniques, de formation et d'accompagnement pour aider à améliorer les itinéraires techniques, afin d'intensifier la production et répondre aux besoins du marché de plus en plus exigeant en termes de qualité et normes.

De nombreuses réalisations effectuées

Le ProCISA a contribué, tout en améliorant les revenus des producteurs, à augmenter durablement la productivité des exploitations agricoles, et ainsi, accroître la production nationale dans les filières importantes que sont la pomme de terre et le cacao pour le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, et l'aviculture pour le ministère de l'Élevage, des Pêches et Industries animales. S'agissant de la filière pomme de terre, les activités réalisées ont consisté en la mise en place de serres pour la production des semences ; l'appui à l'élaboration du document de Stratégie Nationale de la Filière Pomme de terre ; l'appui à la création des Associations nationales et régionales des producteurs de pomme de terre ; l'amélioration du système d'irrigation traditionnelle ; la mécanisation à petite échelle ; la pratique des techniques de produc-

tion durables et agro-écologiques ; la sélection de 12 multiplicateurs de semences formés et appuyés pour la production des semences certifiées et la construction de plusieurs magasins de stockage.

Dans la filière cacao, elles se sont déclinées en l'amélioration des méthodes de fermentation en cascade ; l'introduction du séchage solaire des fèves de cacao ; le renforcement de la mécanisation dans la transformation ; l'introduction de la certification ; la vulgarisation du matériel végétal amélioré et les bonnes pratiques agricoles. Pour ce qui est de la filière aviculture, les réalisations se sont traduites par les bonnes pratiques d'élevage ; l'installation de nouveaux cabinets vétérinaires et les campagnes de vaccination des poulets contre la maladie de Newcastle.

La mise en œuvre du ProCISA n'aura pas été un long fleuve tranquille. Elle a, souligne-t-il, fait face à certaines contraintes majeures, notamment, la faible organisation-structuration de certaines organisations professionnelles ; l'acceptation difficile de certaines innovations ainsi que le retard accusé pour la livraison de certains biens. Fort heureusement, le Projet est bel et bien arrivé à son terme.

Djaoudjaourou

Chaînes de Valeurs agricoles

Des résultats et performances remarquables

■ *Le Comité de pilotage du Projet de Développement des Chaînes de Valeurs agricoles que préside le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a tenu le 20 février 2024 à Yaoundé sa 8^{ème} session évaluative des avancées de la mise en œuvre de ce Projet, dans la perspective de lui donner, en cas de nécessité, une orientation nouvelle.*

Le Cameroun a adopté en 2009 une vision qui ambitionne de renforcer son rôle de puissance agricole dans la sous-région Afrique Centrale. Une vision qui est opérationnalisée depuis 2020 à travers la Stratégie Nationale de Développement à l'horizon 2030 (SND30), ayant suivi le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) dont les piliers sont la croissance, l'emploi, la gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat.

Les sessions du comité de pilotage du PD-CVA, a tenu à souligner le Minader, sont pour ses membres, non seulement une occasion à la fois pour échanger sur les problématiques majeures du développement des filières palmier à huile, ananas et bananier plantain, mais aussi, pour définir des perspectives nouvelles pour ces filières porteuses, afin d'amorcer effectivement le développement agricole et rural de notre pays à l'horizon 2035. Ce qui confirme la place que le Projet occupe de plus en plus importante de ce Projet comme outil de développement agricole et rural de notre pays.

Des performances réelles et appréciables

Les performances du PD-CVA n'ont sans cesse de s'améliorer d'année en année. Elles se caractérisent par un état d'exécution physique de 63,48%, un taux d'engagement financier - Fonds Banque Afri-



Une attitude de Minader pendant sa prise de parole

caine de Développement (BAD) de 89,09%, un taux de décaissement – Fonds BAD de 55,77, un taux d'engagement sur Fonds de contrepartie (FCP), certes très faible de 32,2% et un taux d'encaissement sur Fonds de contrepartie (FCP), également très faible de 12,54%.

Au titre des activités engagées, l'on peut citer les travaux de réhabilitation des pistes rurales exécutés à plus de 65% ; la fourniture et l'installation des unités de transformation d'huile de palme, dont les travaux de fabrication des machines et équipements sont réalisés à plus de 60%. Les travaux de construction des infrastructures communautaires, quant à eux, sont en cours, notamment les systèmes d'adduction d'eau potable dans certains bassins agricoles.

Le Fonds de Facilitation de l'Offre de Crédit, quant à lui, est en cours d'opérationnalisation et l'entrepreneuriat-jeune, redynamisé. Plusieurs autres activités sont par ailleurs en cours au sein des filières. Il en est

ainsi des unités de transformation de l'ananas et de la banane plantain, des laboratoires d'analyse ou, de la structuration des acteurs des chaînes de valeurs ciblées en interprofessions.

Des contraintes enregistrées

Malgré ces résultats encourageants enregistrés au fur et à mesure et d'année en année, il importe de relever que quelques contraintes sont survenues au cours de la mise en œuvre de ce Projet. Les plus significatives concernent les contraintes liées à la passation des marchés, notamment la lenteur dans le traitement des dossiers d'acquisition ; la situation sécuritaire dans la région du Sud-Ouest ; le faible taux de décaissement des fonds de contrepartie et l'abondante pluviométrie dans la zone d'intervention du Projet, rendant à certaines périodes les sites inaccessibles, entre autres.

Djaoudjaourou

Vœux de nouvel an 2024 au ministre Gabriel Mbairrobe

■ Pour la deuxième fois d'affilée, en sa qualité de chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural, le ministre Gabriel Mbairrobe a reçu les vœux de nouvel an 2024 de la part des membres de la grande famille de ce département ministériel. C'était le 31 janvier 2024 à l'issue de la conférence annuelle des responsables des services centraux et déconcentrés de ce ministère et des organismes sous-tutelle, tenue au Palais des congrès de Yaoundé.



Mme le SG du Minader présentant les vœux au ministre au nom de tout le personnel

C'est à madame la secrétaire générale du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Bambot Grâce Annih, née MBONG, qu'est revenu l'honneur d'ouvrir le bal de cette cérémonie des vœux en portant la voix de tous les membres de la grande famille du ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour exprimer les vœux les meilleurs de nouvel an 2024 au patron de ce département ministériel.

Répondant à ces vœux, le ministre Gabriel Mbairrobe a, d'emblée, fait part de toute sa profonde gratitude et ses sincères remerciements pour les mots aimables et les vœux qu'au nom du personnel du Minader et

en son nom propre, madame la Secrétaire Générale a formulé à son endroit et à l'endroit des familles respectives des collaborateurs et partenaires du Minader. En retour, le ministre Gabriel Mbairrobe a formulé pour sa collaboratrice, ses collaborateurs, ainsi que pour leurs familles respectives, ses vœux de santé, de bonheur et de prospérité pour cette nouvelle année 2024.

Le ministre a, par la suite, dit avoir écouté avec un intérêt soutenu le bilan des activités menées par le département ministériel dont il a la charge tout au long de l'année 2023 et, relevé que c'est grâce à l'engagement de tout un chacun, que son département ministériel a pu s'acquitter honorablement de

ses missions en 2023 ce, malgré les nombreuses difficultés rencontrées. Le ministre a tenu à les féliciter et s'est réjoui des espoirs et de l'optimisme suscités par ce bilan. Il a par ailleurs dit avoir pris acte des différentes observations et suggestions formulées et promis qu'ensemble, ils s'attèleront à y trouver des réponses en tenant évidemment compte des moyens mis à disposition. L'agriculture, a tenu à souligner le ministre, est aujourd'hui, plus que par le passé, au centre des préoccupations, tant au niveau mondial que national, eu égard aux changements climatiques et à la croissance démographique, influencée par le flux des populations en interne et en externe. Tout



Photo de famille

ceci, dit-il, impactant de manière significative les domaines alimentaire, économique, environnemental et même sécuritaire.

L'agriculture, moteur de croissance du Cameroun

C'est fort de cette réalité, renchérit-il, que compte tenu des ambitions de développement et de croissance qu'affiche notre pays, ambitions impulsées par la volonté politique réelle et manifeste du sommet de l'Etat, notre agriculture constitue aujourd'hui un des axes majeurs de la politique de croissance du Cameroun. En effet, l'orientation du président de la République, Paul BIYA, de passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture de seconde génération, obéit à l'impérieuse nécessité, pour notre pays, d'assurer la souveraineté et la sécurité alimentaires de ses populations, d'une part, et de faire de l'agriculture un moteur de croissance pour l'émergence du Cameroun d'ici l'horizon 2035, d'autre part. L'implémentation de cette approche stratégique continue d'être le leitmotiv du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Celui-ci se déploie à

la lumière des référentiels stratégiques et opérationnels consacrés à cet effet, notamment la Stratégie de Développement du Secteur rural et le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA). A ceux-ci s'ajoute l'existence d'un dispositif institutionnel adéquat mis en place par le Gouvernement, constitué des organismes spécialisés, notamment les structures sous-tutelle, les démembrés régionaux, les Projets et Programmes, sans oublier les sociétés coopératives, les groupements d'initiatives communes (GICs), et bien d'autres acteurs encore. L'on ne saurait ne pas évoquer l'accompagnement et l'appui constant de l'Etat, des partenaires techniques et financiers, en termes d'allocations budgétaires, d'assistance technique, de renforcement de capacités, de fourniture en matériels et en intrants agricoles. Et les résultats qui en découlent ne sont que le reflet d'une collaboration faisant de notre pays, le grenier de l'Afrique Centrale au travers de son économie diversifiée.

Le ministre Gabriel Mbairrobe ne manquera pas d'attirer l'attention des ordonnateurs délégués sur l'impérieuse nécessité de ration-

naliser la dépense publique à travers une meilleure priorisation de la dépense. Dans un contexte de reprise économique modérée, recommande-t-il, les ambitions du Gouvernement en ce qui concerne le domaine de l'agriculture doivent essentiellement être orientées vers la promotion de l'import-substitution à travers la promotion de nos produits locaux, l'attraction des investisseurs privés, l'adaptation de nos saisons culturelles aux changements climatiques, la promotion et l'utilisation des engrais biologiques par les producteurs, l'accompagnement des petits et des grands producteurs à l'utilisation des engins adaptés à leurs espaces, entre autres. A chaque responsable en effet, chacun dans son domaine et à son niveau de compétence, le ministre a, en définitive, tenu à faire des recommandations et exhortations spécifiques, tout en leur réitérant sa profonde gratitude pour leur dévouement, leur travail acharné et leur contribution à la performance du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural dont il a la charge.

Djaoudjaourou

Conférence annuelle des responsables des services centraux et déconcentrés du Minader

D'importantes réalisations enregistrées au cours de l'année 2023

■ Comme il est de coutume, les responsables des services centraux et déconcentrés du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, des institutions sous-tutelle auxquels se sont joints les représentants des organismes-partenaires au développement, se sont retrouvés les 30 et 31 janvier 2024 à Yaoundé autour du chef de ce département ministériel dans le cadre de leur traditionnelle conférence annuelle.



Travail en commission

C'est le Palais des congrès de Yaoundé qui a servi de cadre aux travaux de la conférence annuelle des responsables des services centraux et déconcentrés et des organismes sous-tutelle du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Les cérémonies d'ouverture et de clôture de ces travaux ont été présidées par le chef de ce département ministériel en personne, le ministre Gabriel Mbairrobe et, placés sous le thème : « Projet Plaine centrale : vecteur d'accélération de la politique de l'import-substitution ».

En ouvrant les travaux, le ministre a tenu à porter à la connaissance de ses hôtes que la campagne agricole 2023, lancée en mars de la même année, a permis de mettre en évidence les efforts du Gouvernement et de ses partenaires pour accroître la production agricole et consolider le statut du Cameroun

comme grenier de la sous-région. Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a révélé Gabriel Mbairrobe, a accompli d'importantes réalisations au cours de l'année 2023 à travers les différents axes déployés par le biais des trois Programmes techniques mis sur pied à cet effet, notamment, la production et la productivité des filières agricoles ; la gestion durable des systèmes de production agricole et de sécurité alimentaire et le développement des infrastructures agricoles et rurales et la mécanisation agricole.

S'agissant particulièrement de la production et de la productivité des filières agricoles, les actions menées ont essentiellement porté sur la fourniture des engrais, des semences et des plants améliorés aux producteurs. A ce sujet, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a bénéficié d'un financement d'environ

42 milliards de francs CFA du Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC), soutenu par la Banque Africaine de Développement et dont l'objectif principal est d'augmenter la production des principales spéculations agricoles du Cameroun que sont le riz, le maïs, le sorgho/mil, le soja, la pomme de terre, le palmier à huile et les cultures maraîchères, à court et moyen terme pour atténuer l'impact de la crise russo-ukrainienne et les effets néfastes de la pandémie de la Covid-19, en soutenant les agriculteurs par la fourniture des intrants agricoles ainsi que le renforcement du dispositif d'appui-conseil.

Une diversité d'actions menées

Des conventions ont été signées



Une vue des participants

entre le ministère de l'Agriculture et des agro-dealers pour un montant d'environ 11,5 milliards de francs CFA pour la mise à disposition de 45 682 tonnes d'engrais minéraux et organiques, subventionnés à hauteur de 30%. De même, des semences certifiées des filières ciblées dans le cadre du P ARPAC ont été acquises et mises à la disposition des producteurs des dix régions du Cameroun. Des actions ont par ailleurs été engagées en faveur de la gestion durable des systèmes de production agricole et de sécurité alimentaire que sont la construction et les aménagements des infrastructures destinées à la gestion des ressources naturelles. En ce qui concerne la situation alimentaire des populations et des ménages, les résultats de l'analyse Cadre Harmonisée menée dans le cadre de la Stratégie de veille du Minader concernant l'insécurité alimentaire révèlent que 11% de la population sont en insécurité alimentaire aigue au Cameroun, soit près de 3 millions de personnes, dont 1% en phase d'urgence, représentant 253 853 personnes et 10% en phase de crise, soit plus de 2,5 millions de personnes. Au total, plus de 6 millions de personnes se trouvent en phase sous pression, soit 23% de l'ensemble de la

population. Une situation qui s'est améliorée au cours de la période d'octobre à décembre 2023 ainsi que pour la période projetée de juin à août 2024. Aucune personne n'a été enregistrée en situation d'urgence. Pour ce qui est de la mise en place d'un dispositif national de réponses aux crises alimentaires, un Projet d'Urgence de Lutte contre la Crise Alimentaire de 100 millions de dollars USA a été mis sur pied. Son objectif est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'augmenter la résilience aux chocs climatiques des ménages et producteurs ciblés. Il vise principalement les communautés affectées par la crise dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, de l'Adamaoua et de l'Est. Le choix du thème qui sous-tend les travaux de cette conférence annuelle, à savoir : « Projet Plaine centrale : vecteur d'accélération de la politique de l'import-substitution », tient sa source, a indiqué le ministre Gabriel Mbairrobe, sur les enjeux que revêt la politique d'import-substitution dans l'économie camerounaise en général et dans le secteur rural en particulier. Quant à ce qui est de la politique de l'import-substitution, l'action publique au Cameroun fixe les enjeux, les défis et les perspectives, en

clarifiant le rôle des acteurs aussi bien du secteur public que du secteur privé dans le cadre de l'implémentation de cette politique, ainsi que les axes, les programmes et le plan d'actions desquels sont tirés les projets d'import-substitution. En clôturant les travaux de cette conférence annuelle, le ministre, tout en exprimant son entière satisfaction pour les résultats obtenus ainsi que pour la pertinence des recommandations faites au terme des travaux, n'a pas manqué d'interpeler les différents participants et parties prenantes afin que le projet mis sur pied ne connaisse pas le sort qu'ont connu certains autres projets. Sa mise en œuvre, a-t-il prescrit, doit obéir aux canons d'exécution de référence d'un projet pour qu'il produise les fruits escomptés. La réalisation et la réussite de ce projet, exhorte-t-il, appelle également, de la part des uns et des autres, une rupture, un changement de comportement et de mentalité, un sens élevé du devoir, un esprit d'équipe et de collaboration, la primauté de l'intérêt général au détriment de l'intérêt personnel, une probité morale, une recherche permanente de l'efficacité et de l'efficience dans la gestion des ressources.

Djaoudjaourou



Representing the Plant Science Industry



NOS MESSAGES CENTRAUX

● Growing food

- Protect against pests and diseases
- Innovative technology grows more crops per hectare
- Plant science provides secure, varied, affordable and healthy diets

● Creating renewables

- Agriculture grows much more than food
- There is a growing need for food, feed, fibre and fuel
- Plant science enables crops to be the ultimate renewable resources

● Supplying sustainably

- Protect natural habitats by improving production
- Preserve soil and water
- Plant science improves life quality in developing nations



AGROCHEM



Arysta LifeScience



FIMEX INTERNATIONAL S.A.



BORGON PISTO FLOU S.A.



JACO S.A.
La qualità è un'arte!

LDC Cameroun



syngenta



www.croplife-cm.org